



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**ARRÊTÉ portant mise en demeure
de respecter des prescriptions techniques
Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement (ICPE)
ANTARGAZ
760 avenue des ponts
16130 GIMEUX**

**Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement (CE), en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 et L515-41;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel (AM) du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral (AP) du 3 novembre 1969 autorisant l'exploitation d'un dépôt de gaz combustibles liquéfiés sur la commune de Gimeux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 10 décembre 2015 portant actualisation des prescriptions et révision quinquennale de l'étude de dangers concernant la société ANTARGAZ sise « La Dorederie » à Gimeux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2025 ;

Vu les fiches installation par installation, établies en décembre 2024 pour préciser les zones ATEX du site et la conformité matérielle associée ;

Vu le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) mis à jour en juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 21 janvier 2026, accompagné du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courriel 21 janvier 2026, faisant suite à la visite d'inspection du 15 janvier 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire, en date du 4 février 2026 ;

Considérant que l'examen du DRPCE sus-cité datant de juillet 2025 et des fiches ATEX « installation par installation » datant de décembre 2024, par l'inspection des installations, a conduit à relever les faits suivants :

- des matériels ne sont pas certifiés ATEX dont par exemple les soupapes piège à liquide compresseurs 1 et 2 sans actions particulières prévues ;
- de nombreux autres équipements en zone ATEX ne sont pas certifiés ATEX dont des pressostats, distributeurs coffrets commandes pneumatiques, électrovannes de commande... ;
- les non-conformités, en lien avec la maîtrise du risque, concernent des matériels électriques et non électriques (pneumatiques, mécaniques...) situés dans des zones sensibles ;

Considérant que le DRPCE sus-cité conclut de façon générale que « *la situation du site par rapport aux directives ATEX est globalement perfectible. Notamment il existe des problèmes sur la mise en œuvre des matériels certifiés, sur la mise en œuvre des mises à la terre et des liaisons équipotentielles. On note également la présence de matériels inadaptés aux zones ATEX* » ;

Considérant que ces non-conformités, en lien avec la prévention et la maîtrise des explosions, et relevées par l'inspection lors d'un contrôle du 15 janvier 2025, constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2015 susvisé et de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles d'entraîner une absence non négligeable de la maîtrise du risque explosion sur site ;

Considérant que face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société ANTARGAZ, site de Gimeux, de respecter les prescriptions des dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2015 susvisé et de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;

Considérant que dans le cadre du contradictoire du présent arrêté, l'exploitant a sollicité prolonger le délai de six mois initialement proposé à douze mois pour procéder à la mise en conformité « ATEX » du site ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Charente ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - La société ANTARGAZ, dont le siège social est situé immeuble Reflex, 4 place Victor Hugo, 92400 COURBEVOIE, exploitant des installations d'un dépôt de gaz liquéfiés inflammables sis, 760 avenue des ponts, 16130 GIMEUX, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes, **sous un délai global de douze mois à compter de la notification du présent arrêté**, dont les échéances sont déclinées de la façon suivante :

- de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2015 susvisé : « Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible »
- de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié : « Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R.

557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles » [zone ATEX]

- en transmettant et en déclinant [sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté], un plan d'actions global visant à rendre conformes les matériels électriques et non électriques, présents en zone ATEX, qui ne sont actuellement pas certifiés ATEX ;
- en effectuant [sous six mois à compter de la notification du présent arrêté], les mises en conformité nécessaires listées dans le plan d'actions global sus-cité ;
- en effectuant [sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté], un audit, par un organisme extérieur compétent sur les thématiques ATEX, visant à évaluer les mises en conformité réalisées. Cet audit devra également démontrer l'absence de non-conformités résiduelles affectant les matériels électriques et non électriques situés en ATEX du site ;
- en actualisant [sous douze mois à compter de la notification du présent arrêté], le DRPCE et ses annexes pour tenir compte des éléments supra (mise en conformité liée au plan d'actions global, audits d'adéquation...).

ARTICLE 2 - Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 –

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers (86) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4 – PUBLICATION

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Gimeux et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Gimeux pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Charente, la sous-préfète de Cognac, le maire de Gimeux et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ANTARGAZ, sise au 760 avenue des ponts, 16130 GIMEUX, et dont copie lui sera adressée.

Angoulême, le 10 FEV. 2026

P/le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART